



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article439>

# Succès des JNC : La Mauritanie debout comme un seul homme

- Actualités - Droits humains -



Date de mise en ligne : lundi 26 novembre 2007

---

Union des Forces de Progrès

---



**Les rideaux sont tombés sur les journées nationales de concertation, le jeudi dernier. Après une dernière journée longue en attentes et en doutes, notamment au sujet de l'atelier sur le passif humanitaire dont l'issue a retardé les travaux du rapport général de synthèse, le scepticisme perceptible sur les visages a finalement cédé la place à une atmosphère joviale.**

La lecture du rapport de synthèse final par le rapporteur général Diallo Mamadou Bathia, repris en arabe par Mohamed Ould Biyé a déclenché un tonnerre d'applaudissements dans une salle archi-comble et bigarrée de toutes les diversités nationales. Un jour historique s'est levé. Tout ce pays comptait de vieilles gloires comme de nouvelles révélations, frémissait sous le coup de l'émotion.

Les salves d'applaudissements avaient une ambiance pleine d'émotion et de souvenirs d'une Mauritanie jadis terre de paix et de liberté. Ce jour là, des larmes coulèrent sur des visages séniles qui avaient assisté à cette belle époque que des mains dangereuses ont voulu ensevelir. Les longues années de lutte ont donné raison à tous les fils de cette patrie en prouvant si besoin est que l'histoire appartient aux bons historiens, ceux qui refusent de la falsifier, l'image réelle de la Mauritanie. 18 ans, c'est la longue attente qu'ont observé des milliers de mauritaniens dans des camps précaires.

Cette attente a enfanté un nouvel espoir : un retour digne dans leur pays. 18 ans durant lesquels des morts sans sépulture ont laissé derrière eux des veuves et des orphelins sans protection. 18 ans de résignation par la force de la foi. Sans rancunes, ni sentiments vindicatifs, les victimes croisaient leurs bourreaux. Le grand soleil de la réconciliation nationale s'est donc levé. Les témoignages étaient profonds, les réactions poignantes...

La Mauritanie est entrée dans une nouvelle phase de son histoire. Le rêve que tous les fils dignes de ce pays caressaient est-il en train de se réaliser au grand bonheur de cette terre où des siècles durant des communautés diverses ont vécu en symbiose. En trois jours, les acteurs de la réconciliation nationale se sont réunis autour d'une même table pour sortir leur pays d'une impasse qui n'a que trop duré. L'ambition était très grande mais la volonté prégnante pour aboutir à des résultats concrets. Le contraire nous ramènerait en arrière comme le souhaitaient les ennemis de la réconciliation nationale.

Heureusement, cette race est en voie d'extinction. Pourtant ces silhouettes ont utilisé leurs armes hélas sans munitions pour torpiller cette volonté inébranlable de rassembler tous les tessons du miroir de la Mauritanie d'hier. D'aucuns ont parlé d'une renaissance à juste titre. Car ce qui a été réussi s'apparente à une victoire herculéenne consacrant le retour des valeurs fondamentales : la paix, la fraternité, la justice. Des mots qui avaient été refoulés dans la profondeur du subconscient de la mémoire collective nationale. En trois petits jours, cette oeuvre monumentale a été esquissée j'allais dire « ré-enfanté » certes dans la douleur mais surtout dans la sérénité et la lucidité.

Les victimes directes des tragédies ont fait preuve d'un esprit de dépassement et de tolérance pour s'associer à cette oeuvre de reconstruction nationale dont les bases ont été jetées par les apôtres de l'unité nationale appelée SIDIOCA. L'occasion ne pouvait être ratée pour accompagner cette volonté et réaliser l'esprit qui vient d'être fait. C'est tout à l'honneur de ce leader éclairé mais aussi de tant de soldats infatigables qui, dans des moments difficiles, ont mis à pris leur liberté et leur carrière au service de la vérité et de l'unité retrouvée.

L'atmosphère qui a prévalu durant ce grand forum a permis de ramener la confiance perdue entre les fils d'un même pays. Désormais, chacun doit porter sur ses épaules ce nouveau fils prodige et l'aider à grandir en le préservant des griffes des forces du mal. Les acteurs de cette unité des coeurs et des esprits ont trouvé le remède pour exorciser les démons de la paix à travers des discussions franches et méthodiques. Les jalons sont posés. Ensemble, écrivons la nouvelle page de l'histoire d'une Mauritanie réconciliée avec elle-même.

### **Une initiative louée par tous les participants**

L'initiative prise par le gouvernement mauritanien d'organiser des Journées Nationales de Concertation sur le Retour des Déportés et le Passif humanitaire a été beaucoup saluée et à l'unanimité par l'ensemble des participants à cet événement de grande envergure nationale venus du Sénégal, du Mali, de la France...

Cette initiative sur le retour des déportés et le passif humanitaire, qui est une première, a été qualifiée de « louable » par les participants. Parmi eux, Ba Oumar du Rassemblement pour l'Égalité et le Développement, un mouvement associatif basé à Nouakchott et ayant participé aux travaux de l'atelier Insertion des Réfugiés. « C'est une initiative très courageuse et très sage que le Président de la République Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi a pris.

Si vraiment, les gens appliquent sur le terrain ce qui a été dit, on peut dire que la Mauritanie tournera définitivement la page de son passé douloureux. » Même son de cloche de la part de Mohamed Abdellahi Bellil, acteur de la société civile, qui pense que ces journées permettront de continuer la concertation.

« Ce fut un moment très fort d'échanges, de compréhension et de consensus d'autant plus qu'il s'agissait des journées nationales de concertation sur de grandes questions nationales très sensibles qui intéressent et engagent tout le monde pour l'avenir de ce pays et pour son sort. Le fait que tous les acteurs impliqués et concernés de près ou de loin aient assisté à ces journées de concertation est une bonne chose. Les discussions ont permis de dégager de grandes lignes, des pistes qui vont nous conduire sur le bon chemin. »

De l'avis général des participants, le ton a été pondéré et il n'y a pas eu de passion observée çà et là. Ainsi donc, un esprit d'optimisme a régné au palais des congrès où il y avait une compréhension large de tous les enjeux et surtout une volonté commune et partagée d'oeuvrer pour la réconciliation nationale, l'unité et la cohésion sociale.

« Ces journées furent constructives, note Ousmane Barry, coordonnateur de l'Union des Associations des Réfugiés Mauritaniens au Sénégal, dans la mesure où nous avons pu nous entendre sur l'essentiel et se parler en tant que fils de ce pays. Il leur convient de se retrouver et d'agir au nom de l'unité nationale, passer aux choses sérieuses et à la

construction de notre Etat. ».

Et d'autres comme Fadiga Tijane membre du Covire préconise, pour des raisons de stabilité politique et sociale mais surtout de dépassement, la voix du dialogue. « Nous sommes encore un Etat fragile. Il faudrait apaiser les esprits, trouver un terrain de consensus et appuyer la politique du Président de la République. Il y a eu des actes commis par des gens certes mais il faudrait qu'on essaie d'aller au dialogue. » Ces crimes sont rangés dans un registre aux couleurs sombres appelé « passif humanitaire ».

En effet, le passif humanitaire a constitué l'épine dorsale au cours des discussions puisqu'il est au coeur même du problème des réfugiés. Mais aussi une corde raide qui appelle beaucoup de prudence et de responsabilité pour certains participants. « Il faut laisser le temps aux gens pour qu'on puisse trouver un consensus national.

Ce qui a été fait est fait. Les faits sont connus ! Il y a des solutions à tout problème. Il ne faudrait pas aller dans la brutalité des choses », prévient Fadiga Tijane, victime des exactions de 1990 et délégué médical au Covire tout en souhaitant que la lumière soit faite sur les actes commis par des fonctionnaires de l'Etat.

« Nous préconisons, poursuit-il, la création d'une commission nationale ou internationale pour ce problème-là. A défaut d'une commission internationale, créer une commission nationale puisque c'est avant tout un problème national que nous devons traiter au niveau national et voir avec le pouvoir en place comment trouver des solutions. Il ne faudrait pas qu'on utilise cela comme une arme de revanche. »

Durant le déroulement des travaux dans les ateliers, il y a eu toutefois quelques points saillants qui n'ont pas été complètement évacués ou pris en considération. C'est par exemple le cas de la question des indemnités et l'insertion dans la vie active des réfugiés mauritaniens qui voudraient revenir.

« On a remarqué que la plupart de ces réfugiés qui ont été victimes des déportations étaient des éleveurs. Mais dans les documents, c'est juste dans une phrase où on a parlé qu'on va chercher une solution convenable pour eux mais on n'a pas beaucoup précisé quels genres d'indemnités ou de compensations va-t-on leur donner.

On sait que c'est un point essentiel dans l'éventuel retour de ces réfugiés mauritaniens. On a dit qu'on va essayer de leur donner des projets, des terres pour ceux qui n'en avaient pas et pour ceux qui en avaient, on va essayer de récupérer leur terre et de les leur rendre », fait observer Ba Oumar, participant à l'atelier Insertion des réfugiés et membre du Rassemblement pour l'Egalité et le Développement.

« De manière générale, ce qui a été conçu dans les papiers recoupe nos vœux. Le seul point d'achoppement essentiel, c'est le passif humanitaire. Maintenant, les réfugiés que nous sommes et qui sont au centre de ce problème doivent être représentés en amont et en aval dans ce problème », soutient Ousmane Barry.

Les journées de concertation nationale sur le retour des déportés mauritaniens et le passif humanitaire ont presque mobilisé toutes les bonnes volontés de ce pays. Là où on a pu vraiment associer les hommes politiques, la Société Civile, les médias entre autres, on pouvait assimiler les acteurs culturels qui ont été les grands oubliés de ces Journées Nationales de Concertation.

D'ailleurs, ceux que nous avons accrochés au passage ne sont pas allés avec le dos de la cuillère pour critiquer vertement cette absence des acteurs culturels qui peuvent jouer aussi, à leurs yeux, un rôle de sensibilisateurs. Omission ou ignorance ? Abderrahmane Salem, directeur de la maison des cinéastes répond : « C'est une ignorance. Ils (les pouvoirs publics, ndr) ne sont pas capables de travailler sur une grande action.

Le retour des déportés mauritaniens et le passif humanitaire, c'est un travail de sensibilisation d'abord parce qu'il y a un devoir de mémoire, des choses à témoigner, à dire et c'est avec les acteurs concernés qu'on peut faire cela. »

Rappelons aussi que les autorités avaient promis de projeter « Le cercle des noyés » à l'occasion de ces journées de concertation. Il n'en fut rien et Abderrahmane a dû mal à cacher sa déception et son amertume. « Je ne comprends pas pourquoi. Elles avaient publié officiellement une déclaration du Ministère de la Culture et de la Communication en disant qu'elles vont intégrer le film « Le cercle des noyés » dans la campagne de sensibilisation sur le retour des déportés et le passif humanitaire. »

Certains participants ont pointé un doigt accusateur sur ces journées de concertation où ils ont constaté un manque de communication. Ce qui n'est pas de l'avis de Bouzoumou Ould Cheikh Ahmed qui a soutenu le contraire. « Si on pense à l'ordre institué au sein des différents ateliers, on peut affirmer que l'organisation de ces journées s'est bien passée. Tout le monde a eu l'occasion de parler dans le calme et tous les différents ateliers ont été dotés de moyens nécessaires pour pouvoir faire le travail correctement. »

---

### Réactions de différents horizons

**Amadou Samba Bidji**, Représentant des réfugiés "On peut dire que ces journées ce sont bien déroulées. Je pense qu'à part le passif humanitaire où l'atmosphère était vive, les autres ateliers se sont bien passés. Le passif humanitaire est très important. Il faut lui accorder tout l'intérêt qu'il faut. Mais cela ne doit pas être un blocage pour le retour des réfugiés du Sénégal et du Mali".

**Bâ Mahmoud Demba**, cadre politique, représentant des réfugiés "Je me félicite des travaux de ces journées et du climat qui a prévalu. Quant à l'organisation, au débat, je me félicite aussi de cette ouverture des coeurs, des esprits et de l'ambiance fraternelle qui a régné durant ces 3 jours. Dans les ateliers il y a eu un climat de liberté dans la parole. Tout un chacun a dit ce qu'il pensait et comment régler ce problème et comment il entendait résoudre les problèmes des mauritaniens pour que cette Mauritanie ancienne se réconcilie avec elle-même, que les mauritaniens se retrouvent autour d'une même table, c'est une très bonne chose. Je pense que tous les avis ont été soumis dans le document final".

**Souleymane Touré**, Secrétaire à l'organisation 89/91 "Notre impression par rapport au trois journées de concertation que nous avons passées sont bonnes dans la mesure où ça fait 18 ans que les déportés et les victimes du passif humanitaire attendaient ce jour. Au niveau des ateliers, le travail est acceptable au niveau de 3. Le 4e atelier qui devait se pencher sur le passif humanitaire a travaillé dans des conditions particulières liées à la complexité de cette question. Nous pouvons dire que ce dernier était un atelier préparatoire car ce n'est pas en 2 jours qu'on peut résoudre ce problème. L'essentiel est que les gens avaient envie de dire, ils l'ont évacué dans la patience et la sérénité pour trouver des orientations qui ramèneraient la paix et la concorde dans ce pays".

**Mamadou Wane**, Représentant des réfugiés « La satisfaction, car ce n'était pas donné gagné d'avance » "Aujourd'hui, c'est un grand jour pour nous. Depuis 18 ans, on scrutait l'horizon du retour. Après ce qui a été retenu de ces journées, on ose espérer que tout ira bien. Il faut s'en féliciter, remercier Allah le Tout Puissant, remercier tous ceux qui ont contribué au succès de cet événement. Nous remercions sincèrement ces vieux et jeunes qui ont accepté d'endurer une attente de 18 ans et d'avoir su braver les difficultés dans les camps sans bouger. Nous remercions particulièrement le Président de la République de son courage. Car son oeuvre est en train de s'accomplir. Nous remercions par la même occasion, tous les mauritaniens de leur effort à faire aboutir ces journées".

**Dia Mohamed Abdallahi**, ex officier "C'est une émotion intense que je ressens actuellement. Un grand pas vient

d'être franchi. C'est grâce à Allah et Président de la République Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi qui a brisé la glace dans les deux communautés. On a découvert en lui un leader qui a le souci de faire avancer le pays. Le peuple mauritanien est devenu mûr. Désormais, personne ne pourra plus le jeter sur le chemin de l'extrémisme de la division. Nous avons avec nous la Baraka".

**Saidou Kane junior** : "Ces journées de concertation ont marqué une étape historique dans l'évolution de notre pays. Vous savez, il est extrêmement important pour les populations, pour la société civile, tout le peuple mauritanien de parler. Depuis 20 ans, on a dressé les uns contre les autres. Un régime raciste, fasciste, extrémiste a toujours dressé une partie de la Mauritanie contre une autre. Et aujourd'hui, il est clair et net, aucun problème ne subsiste entre les fils de ce pays. Aucun contentieux n'existe entre la communauté négroafricaine et la communauté arabe. Ce qu'il y a, un régime raciste, chauvin, partisan de la solution finale a dressé les uns contre les autres pour se maintenir au pouvoir de dictature, de spoliation, de négation de l'homme, de négation de l'humain. Aujourd'hui, avec les journées, nous sommes extrêmement satisfaits. C'est là notre grande victoire. D'autant plus que les problèmes fondamentaux ont été réaffirmés à savoir le principe de la vérité, le devoir de justice. Le devoir de mémoire et le devoir de réparation. Nous ajoutons même le devoir de la réconciliation nationale".

**Boubacar Ould Messaoud SOS-esclaves** "Il n'y a pas de lignes rouges et personne n'est au dessus de la loi... On ne peut pas traiter les conséquences sans s'attaquer aux causes. Traiter les conséquences sans traiter les causes, signifie que demain, cela peut recommencer" "Je pense que c'est une très bonne chose dans la mesure où on vient de loin. C'est une situation qu'on a vécu pendant 17 ans au cours desquels, nombreux étaient les citoyens mauritaniens qui demandaient le retour des déportés dans leur pays. Les journées de concertation ont permis de dégager les voies et moyens de trouver des solutions et ont permis à chacun de dire ce qu'il pense. Il faut surtout féliciter le Président de la République et les partis qui ont contribué à cette décision en conditionnant leur soutien à Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi au 2e tour au règlement de ce problème et au vote d'une loi incriminant l'esclavage. Il faut prendre acte de tout cela. Ce ne sont pas seulement les partis politiques qui avaient mis ce problème dans leur programme, d'autres personnalités y ont oeuvré également. C'est en particulier le courage et l'opiniâtreté des victimes, de leurs ayant droits tout comme les organisations des Droits de l'Homme. Moi, j'étais dans un atelier particulièrement sensible, celui du passif humanitaire. Dans cet atelier, il y a des problèmes qui sont soulevés et qui méritent d'être soulignés. Il s'agit entre autres de la demande de retrait des plaintes formulée dans le document proposé. Pour moi, cela a sonné comme une condition, alors que si on ne lève pas l'obscurité sur les crimes commis dans cette période, c'est comme si on veut protéger les criminels. Or, pour moi, ce qui s'est passé n'est pas à porter à la charge des maures, mais c'est à porter à la charge d'un régime de dictature répressive, c'est le régime déchu qui est responsable des crimes commis. Mais pour nous, la solution aujourd'hui, c'est de mettre en lumière les faits commis et d'identifier leurs auteurs. Ces derniers n'ont pas agi au nom des arabes, mais parce qu'ils étaient incapables de résister à des exactions. Cela est inacceptable, car aucun ordre ne justifie le fait d'exécuter quelqu'un, de le pendre alors qu'il n'y avait jamais eu de justice, de mesures pénales, de décisions judiciaires qui prévoyaient l'exécution de ces gens. De tels comportements ignobles sont à mettre sur le compte de commanditaires zélés n'ayant aucune retenue morale. A ceux qui pensent qu'il faut remonter au passif humanitaire, je pense qu'il appartient à ceux qui les connaissent et les victimes de constituer le dossier qu'il faut, nous les soutiendrons sans défaillance aucune. Ils doivent poser leurs problèmes aux organisations humanitaires pour que celles-ci puissent faire leurs enquêtes. Il n'y a aucun passif qui soit fermé. Cela ne peut pas être également un moyen de blocage. C'est un amalgame. Je ne suis pas de ceux qui prônent la sélectivité dans les problèmes. Je pense par contre que ce système que nous avons vécu une vingtaine d'années était dirigé par un système sélectif. Je pense que s'il y a des choses qui remontent à 1960, il faut les exhumer ; je ne suis pas contre. Il faudrait qu'il y ait également des victimes qui posent des problèmes. Il y a des situations qu'on avait vécues et qu'il faut régler. Il y a un devoir de vérité. Il faut connaître la vérité. Et même par rapport à ce qu'a dit le médecin psychiatre au sujet des victimes, celles qui ont été torturées et autres, la démarche judiciaire fait partie de la thérapie. Je pense que le pardon est nécessaire, mais il faudrait qu'on sache qui a fait quoi et à qui. Et en ce moment, on est prêt à participer à la demande du pardon. Mais pardonner X ! Non, on ne peut pas pardonner X, mais on pardonne des individus identifiés. X, ce sont des maures ! Je ne partage pas cette accusation portée contre toute une communauté. Il ne s'agit nullement de confondre les criminels aux commanditaires de ces crimes et éléments zélés qui les ont exécutés. Je suis d'accord qu'on endosse

les responsabilités au régime qui l'a fait. En effet, ce sont des officiers supérieurs, des soldats, des policiers qui ont eu des instructions d'exécuter ces crimes là. Je ne demande pas plus sur ces faits graves. Dans notre droit musulman, le pardon commence par le repentir. Ce n'est pas tout le peuple mauritanien qui va faire le repentir à la place de certains individus. Donc ces individus doivent faire le repentir pour eux. Et en ce moment là, nous sommes pour le pardon. Il y a aussi les problèmes de cette commission qui a été proposée, qui nous surprend parce que composée uniquement d'officiers, de chefs d'Etat-major, de ministres de souveraineté. C'est une commission d'Etat. Alors, pour faire la lumière sur les choses, il y a eu des commissions qui ont été faites à ce niveau là. Je ne dis pas qu'il faut exclure les militaires, mais qu'elle soit ouverte au maximum à des personnalités indépendantes et élargie aux représentants des victimes et autres organisations des Droits de l'Homme. Les victimes sont les premières à devoir être consultées et participer à tout ce qui se fait dans ce cadre. Nous autres des droits de l'homme, nous ne tenons pas à être dans quoi que ce soit, mais notre position, nous l'exprimerons à toutes les occasions. Il n'y a pas de lignes rouges et personne n'est au dessus de la loi.... On ne peut pas traiter les conséquences sans s'attaquer aux causes. Traiter les conséquences sans traiter les causes, signifie que demain, cela peut recommencer. Dans l'ensemble, la rencontre a été un succès. "

**Lalla Aicha Sy**, FONADH "Ma première réaction, est que ces journées ont constitué un Forum d'échanges très important où tout un chacun a pu savoir ce qui s'est passé. Les gens ont pu comprendre aussi ce que les autres ressentent. Je pense que par rapport à cela, ça été une bonne chose. Car, c'est le premier forum du genre sur la question. Maintenant, on a senti aussi que certains étaient frileux. Il y a des personnes qui sont encore frileuses par rapport à cette question. Bon, je ne le comprends pas. Dans la vie, il y a des erreurs et ce qui est plus important, c'est d'être disposé à les reconnaître et à demander des excuses par rapport à ces erreurs. Je pense que celles-ci vont venir inévitablement. Il faudrait que tous les mauritaniens épris de paix et de justice prennent la question de façon sereine et l'aborde correctement pour que toute la vérité soit dite". Répondant à la question relative au degré de fidélité de restitution des 3 ateliers, Lalla Aicha a dit : "la restitution a été fidèle au niveau de 3 ateliers. Mais par rapport au passif humanitaire, elle n'a pas été fidèle. Et cela est peut-être dû à la complexité de cette question. Il y avait des points de vue divergents qui étaient difficiles à concilier. Des propositions ont été faites, les responsables administratifs ont omis de les mettre dans le rapport final comme il se devait".

**Me Fatimata M'Baye**, Avocate "Merci. Pour moi, ces journées sont importantes pour les mauritaniens de discuter sur un problème assez complexe, un problème qui a aussi assez duré en Mauritanie. Il s'agit du retour des déportés et de leur réinsertion ainsi que le passif humanitaire. Je pense que les travaux se sont déroulés de manière assez bonne dans l'ensemble. Mais, on regrette que l'atelier sur le passif humanitaire qui avait bien démarré et qui avait fini ses travaux très bien, puisse se terminer en queue de poisson. Il y a des gens qui ne sont pas objectifs, qui ont voulu reprendre les travaux même au stade de la présentation finale d'un rapport. Il y a eu des propositions, mais cela ne pouvait cautionner la reprise des débats à ce niveau. Et ce que je voudrais faire, c'est de rappeler les gens à l'apaisement pour que tous les mauritaniens puissent se parler et régler ce problème de manière pacifique, et permettre aux victimes de repartir tout en sachant que l'honneur et la dignité leur a été restituée. Je pense que par rapport à la complexité du passif humanitaire, j'invite les autorités à réfléchir pour associer la société civile, la société politique ... pour organiser d'autres journées ou créer une instance qui puisse réfléchir afin qu'il y ait un consensus pour que les mauritaniens puissent se retrouver et discuter de ce problème dans un climat apaisé et fraternel".

**Mme Aissata Kane**, Société civile "Ce qui est important aujourd'hui, c'est que des mauritaniens soient réunis, et j'ai le grand bonheur d'y assister. Je crois que ce qui arrive aux mauritaniens présentement, est un rêve. On ne pouvait pas imaginer la possibilité ensemble de réunir des mauritaniens qui vivaient à l'extérieur involontairement. Ce qui fait que l'atmosphère est acceptable. Les gens ont dit ce qu'ils pensaient. Il y a un poète qui disait au sujet du pardon : « à défaut du pardon, laisse venir l'oubli, les morts dorment au sein de la terre/ ainsi doivent dormir nos sentiments attristés/ la vie est une passerelle très fragile/ il ne faut pas la charger de chagrin et de regrets ». On peut dire, je vais oublier, mais je veux pardonner. Je pense qu'il n'est pas mauvais de pardonner. Dans la tradition halpulaar, quand tu viens demander pardon, tu as toujours quelque chose de matériel ou de moral que tu emmènes à la personne à qui tu viens demander pardon. C'est ce qui est souhaitable".

**Aminetou Mint El Moctar**, Société civile "Je pense que c'est une bonne initiative qui a permis à tous les mauritaniens de toutes les sensibilités confondues, de toutes les communautés de faire un état des lieux de la situation préoccupante que vivait le pays. Nous en tant que militants des droits de l'homme, saluons la volonté du pouvoir d'en finir avec le problème qui a longtemps divisé le pays dans son unité, sa cohésion sociale. Je vois qu'il y a eu des avancées dans tous les ateliers. Maintenant, il reste un problème qui est pour moi essentiel, qui concerne le passif humanitaire. Il y a des positions divergentes, mais les discussions ont été menées dans la sérénité. Il est vrai qu'après des discussions, il y a certains allergiques à la solution de ce problème qui ont voulu nous faire retourner en arrière. Et là, nous en tant que militants des droits de l'homme, nous essayons de faire en sorte que les choses avancent pour que chacun soit établi dans ses droits. Si l'Etat veut en finir avec le passif humanitaire, les conditions sont maintenant réunies, surtout quand on abroge la loi 93 relative à l'amnistie et quand on crée une commission indépendante composée de personnalités indépendantes, de partis politiques et d'organisations des droits de l'homme pour trouver les meilleures solutions à ce problème. Maintenant, il faut procéder par étape. La première est celle du retour des réfugiés. Je crois que jusqu'à présent, ce qui a été fait est encourageant. Et on peut s'attendre à une solution définitive du problème des réfugiés. Pour le passif humanitaire, c'est cette commission indépendante qui pourra se charger de faire un programme pour trouver les voies et moyens d'étudier ce problème et de rétablir les ayant droits dans les leurs et dans leur dignité. Il s'agit de s'entendre sur des positions pour consolider l'unité nationale. Je crois que chaque mauritanien doit aller dans ce sens. Ces victimes ont subi des préjudices d'un pouvoir et c'est au pouvoir de régler cette question. Je pense que c'est encourageant, car tout s'est passé dans le calme et la sérénité".

**Maire de Maghama** "C'est une occasion qui a réuni les populations, toutes les franges confondues. Je pense qu'avec la sincérité, le dévouement de tout un chacun, on peut aboutir au règlement définitif de cette question à l'ordre du jour durant ces 3 journées nationales de concertation. Je crois que le chemin de solidarité et celui de la fraternité a été tracé".

**Maire de Boghé**, Bâ Adama Moussa "Pour moi, ces journées ont été réussites, car connaissant la conjoncture, il y a une autre volonté qui voulait torpiller cela. Et les gens sont satisfaits de manière générale. Et je ne vois pourquoi des individus mal intentionnés aient tenté de glisser sur un autre terrain pour chercher à faire échouer cette initiative sur le terrain. A notre niveau, on s'est battu pour le retour de nos compatriotes. Je crois que la voie est là. Il nous revient de consolider nos efforts pour aboutir à des résultats".

**Dienaba Abdoul** " Je salue et apprécie ces importantes journées de concertation qui traduisent une volonté de bâtir l'unité nationale. Il faut préserver cet acquis en resserrant les liens de fraternité grâce à notre sainte religion l'Islam. Les mauritaniens sont connus pour être un peuple brave capable de surmonter les difficultés. Il faut que nous sachions que nos frères déportés sont des citoyens authentiques. On doit les accueillir comme tels à leur retour. Ils doivent retrouver leurs droits. Mais, il faut aussi que chacun sache qu'en matière de recouvrement des droits, il y a lieu de distinguer entre les biens physiquement identifiables et ceux qui comme les animaux, ne sont plus retrouvables, et qui nécessitent plutôt des instruments d'évaluation et permettant d'être remboursés. Je suggère aussi qu'il y est des commissions départementales, régionales et locales élargies à des personnalités de toutes les catégories, pour mieux suivre les travaux. Cependant, j'ai des craintes quant à la gestion correcte des biens qui seront mobilisés pour les opérations de rapatriement. Il faut confier la gestion à des individus responsables. Je ne saurais terminer sans remercier le Président de la République qui a eu le courage de s'attaquer à ce dossier sur lequel personne n'avait osé dire le petit mot".

**El Hadj** "Ces journées de concertation étaient très importantes pour l'unité nationale et ont permis à tous les acteurs de s'asseoir autour d'une table et de débattre point par point des principaux problèmes en vue de rechercher des solutions adéquates au retour des réfugiés mauritaniens dans leur pays. Cela contribuera à renforcer l'unité nationale. Ces journées consacrent aussi l'ouverture d'une nouvelle page dans l'histoire de la Mauritanie et le départ sur des nouvelles bases".

**Sid'Ahmed Teguedi** " les mauritaniens s'acheminent inéluctablement vers une unité réelle grâce à l'organisation de ces journées de concertation qui ont permis à tous les citoyens de discuter ouvertement et de faire tourner à jamais la page d'un triste passé pour une Mauritanie unifiée, pacifiée avec elle et consciente de ses erreurs. Nous saisissons cette occasion pour encourager les autorités à persévérer dans cette voie et interpeller les citoyens à oeuvrer main dans la main pour une Mauritanie solidaire et développée".

**Oumou Diarra**, de l'Association pour le bien-être familial et le développement durable "Ces journées nationales pour le retour des réfugiés sont l'affaire de tous les mauritaniens. Et heureusement, elles se sont déroulées dans de bonnes conditions. J'étais dans l'atelier de réinsertion. Là, tout le monde est unanime pour dire que les travaux se sont déroulés dans de bonnes conditions".

Dossier réalisé par Cheikh Tidiane Dia et Bababar Baye N'Diaye Le Rénovateur Quotidien